



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00849

Numéro SIREN : 529 417 248

Nom ou dénomination : 1to1 Consulting

Ce dépôt a été enregistré le 19/11/2015 sous le numéro de dépôt 107188

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-11-2015

N° DE DEPOT : 2015R107188

N° GESTION : 2011B00849

N° SIREN : 529417248

DENOMINATION : 1to1 Consulting

ADRESSE : 65 rue du Moulin Vert 75014 Paris

DATE D'ACTE : 30-10-2015

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 30 OCTOBRE 2015**

L'an deux mille quinze, le trente octobre, à 9 heures 30,

Le Président de la société 1TO1 CONSULTING (la "**Société**"), a pris, à son siège social, les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

1. Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un nominal total de 16 667,00 euros et une prime d'émission de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles, décidée par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence Extraordinaire du 21 octobre 2015 ;
2. Constatation des modifications corrélatives de la première page des statuts de la Société, de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts ;
3. Constatation de la réalisation de l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 150 003,00 euros par émission de 16.667 obligations convertibles en actions ordinaires, à un prix unitaire de 9 euros chacune correspondant à leur valeur nominale ; et,
4. Pouvoirs aux fins des formalités légales.

1. **CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORT EN NUMERAIRE D'UN MONTANT TOTAL DE 150 003,00 EUROS, INCLUANT UN NOMINAL TOTAL DE 16 667,00 EUROS ET UNE PRIME D'EMISSION DE 133 336,00 EUROS, PAR EMISSION DE 16.667 ACTIONS ORDINAIRES NOUVELLES, DECIDEE PAR L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DANS SA COMPETENCE EXTRAORDINAIRE DU 21 OCTOBRE 2015**

Le Président, en conséquence de l'augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un nominal total de 16 667,00 euros et une prime d'émission de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles, décidée par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence Extraordinaire du 21 octobre 2015 et des pouvoirs qui lui ont été conférés par ladite Assemblée Générale,

prend acte que :

- M. Laurent Zalc, de Mme Lynne Cooper et de M. Alexis Ways ont renoncé individuellement à souscrire à l'augmentation de capital en faveur du FPCI CROISSANCE ET PROXIMITE 2 ("**CP2**"), déjà associé de la Société, représenté par NCI (432 501 500 RCS Rouen), sa société de gestion, tel que cela a été accepté par ce dernier et tel que cela a été constaté dans le cadre de ladite Assemblée Générale, et,
- CP2 représenté par NCI, sa société de gestion, a remis son bulletin de souscription à la Société en date du 21 octobre 2015 pour la totalité des 16.667 actions ordinaires objet de cette augmentation de capital, ce qui a également été constaté par ladite Assemblée Générale des associés à cette date ;
- CP2 représenté par NCI, sa société de gestion, a remis également à la Société en date du 21 octobre 2015 un chèque de 150 003,00 euros correspondant au montant en numéraire à libérer pour la souscription de la totalité des 16.667 actions ordinaires nouvelles, ce qui a également été constaté par ladite Assemblée Générale des associés à cette date,

LZ

- Tant que ledit chèque n'avait pas été encaissé sur le compte bancaire d'augmentation de capital de la Société, la banque ne pouvait pas émettre son attestation de dépôt des fonds,

prend acte que la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 Bois Guillaume Cedex, a depuis lors émis l'attestation de dépôt des fonds y afférente,

constate que la totalité des 16.667 actions ordinaires nouvelles totalement souscrites par CP2 pouvant être considérées comme ayant été intégralement libérées en numéraire,

constate, en conséquence, la réalisation de l'augmentation de capital de la Société par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un nominal total de 16 667,00 euros et une prime d'émission de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles, décidée par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence Extraordinaire du 21 octobre 2015,

constate que le capital social de la Société est ainsi porté de 138 194,00 euros à 154 861,00 euros.

2. CONSTATATION DES MODIFICATIONS CORRELATIVES DE LA PREMIERE PAGE DES STATUTS DE LA SOCIETE, DE L'ARTICLE 6 ET DE L'ARTICLE 7 DESDITS STATUTS

Le Président, en conséquence de l'adoption de sa décision objet du point 1. ci-dessus et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence Extraordinaire du 21 octobre 2015,

décide de compléter la première page des statuts de la Société et l'Article 6 desdits statuts dont la modification avait d'ores et déjà été décidée par l'Assemblée Générale des associés susvisée à effet des présentes décisions, par la date de ses présentes décisions, i.e. date du 30 octobre 2015,

prend acte que les modifications statutaires décidées par ladite Assemblée Générale des associés prennent, en conséquence, effet à la date des présentes et que la première page des statuts de la Société, l'Article 6 et l'Article 7 desdits statuts sont désormais rédigés comme suit :

Première page des statuts de la Société mise à jour

"1to1 Consulting
Société par actions simplifiée
Au capital social de 154 861,00 euros
Siège social : 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris

529 417 248 RCS de Paris

STATUTS

Mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence extraordinaire du 21 octobre 2015 et par décision du Président en date du 30 octobre 2015"

12

Article 6 des statuts de la Société mis à jour

"Article 6 : Formation du capital

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 10.000 euros libérée intégralement.

A la constitution, les soussignés **ont fait** apport à la société, à savoir :

- Monsieur ZALC Laurent, la somme en numéraire de 4.500 euros
- Madame ZALC Candice, la somme en numéraire de 600 euros
- Monsieur SINGH Narinder, la somme en numéraire de 2.100 euros
- Monsieur WAYS Alexis Jonathan, la somme en numéraire de 2.800 euros

Cette somme de 10.000 € a été déposée dès avant **la constitution** à un compte ouvert auprès de la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 BOIS GUILLAUME CEDEX, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque en date du 17 décembre 2010.

L'Assemblée générale des associés a décidé en date du 13 mai 2013, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant de 2.150 euros pour le porter à 12.150 euros par la création et l'émission de 215 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, qui ont été intégralement libérées à la souscription.

L'Assemblée générale des associés a décidé, en date du 29 novembre 2013 :

- de diviser par 10 la valeur nominale des actions et de porter de 1.215 actions à 12.150 actions d'1 euro de valeur nominale chacune, le nombre d'actions composant le capital social de la Société,
- une augmentation de capital par incorporation de réserve d'un montant de 126.044 euros pour le porter de 12.150 euros à 138.194 par la création et l'émission de 126.044 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune,

L'Assemblée Générale Mixte des associés dans sa compétence ordinaire a décidé en date du 21 octobre 2015, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un montant nominal de 16 667,00 euros et une prime d'émission d'un montant total de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune émises au prix unitaire de 9,00 euros, incluant une prime d'émission de 8,00 euros par action, pour porter le capital social ainsi d'un montant de 138 194,00 euros à un montant de 154 861,00 euros, et le Président, par décision en date du 30 octobre 2015, a constaté la réalisation de ladite augmentation de capital."

Article 7 des statuts de la Société mis à jour

"Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **154 861,00** euros. Il est divisé en **154.861** actions **ordinaires** de même catégorie d'1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées."

3. CONSTATATION DE LA REALISATION DE L'EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE D'UN MONTANT NOMINAL DE 150 003,00 EUROS PAR EMISSION DE 16.667 OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS ORDINAIRES, A UN PRIX UNITAIRE DE 9 EUROS CHACUNE CORRESPONDANT A LEUR VALEUR NOMINALE

Le Président, en conséquence de l'émission d'un emprunt obligataire à réaliser en une seule fois, pour un montant global en principal de 150 003,00 euros par émission de 16.667 obligations convertibles en actions ordinaires (les "OC₂₀₁₅") à un prix unitaire de 9,00 euros chacune correspondant à leur valeur nominale unitaire, convertibles à tout moment en actions ordinaires de la Société, au gré des porteurs, chaque OC₂₀₁₅ donnant droit, du fait de sa conversion, à une (1) action ordinaire de la Société, telle que décidée par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence Extraordinaire du 21 octobre 2015, et des pouvoirs qui lui ont été conférés par ladite Assemblée Générale,

prend acte que :

- M. Laurent Zalc, de Mme Lynne Cooper et de M. Alexis Ways ont renoncé individuellement à souscrire à cet emprunt obligataire en faveur du FPCI CROISSANCE ET PROXIMITE 2 ("CP2"), déjà associé de la Société, représenté par NCI (432 501 500 RCS Rouen), sa société de gestion, tel que cela a été accepté par ce dernier et tel que cela a été constaté dans le cadre de ladite Assemblée Générale, et,
- CP2 représenté par NCI, sa société de gestion, a remis son bulletin de souscription à la Société en date du 21 octobre 2015 pour la totalité des 16.667 OC₂₀₁₅ objet de cette émission obligataire, ce qui a également été constaté par ladite Assemblée Générale des associés à cette date ;
- CP2 représenté par NCI, sa société de gestion, a remis également à la Société en date du 21 octobre 2015 un chèque de 150 003,00 euros correspondant au montant en numéraire à libérer pour la souscription de la totalité des 16.667 OC₂₀₁₅, ce qui a également été constaté par ladite Assemblée Générale des associés à cette date,
- Tant que ledit chèque n'avait pas été encaissé sur le compte bancaire d'augmentation de capital de la Société, la banque ne pouvait pas émettre son attestation de dépôt des fonds,

prend acte que la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 Bois Guillaume Cedex, a depuis lors émis l'attestation de dépôt des fonds y afférente,

constate que la totalité des 16.667 OC₂₀₁₅ totalement souscrites par CP2 peuvent être considérées comme ayant été intégralement libérées en numéraire,

constate, en conséquence, la réalisation de l'émission de l'emprunt obligataire d'un montant global en principal de 150 003,00 euros par émission de 16.667 OC₂₀₁₅ à un prix unitaire de 9,00 euros chacune correspondant à leur valeur nominale unitaire, convertibles à tout moment en actions ordinaires de la Société, au gré des porteurs, chaque OC₂₀₁₅ donnant droit, du fait de sa conversion, à une (1) action ordinaire de la Société, telle que décidée par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence Extraordinaire du 21 octobre 2015, et en conséquence *a fortiori* l'émission desdites 16.667 OC₂₀₁₅.

4. POUVOIRS AUX FINS DES FORMALITES LEGALES

Le Président confère, en tant que de besoin, tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir et/ou de faire procéder à toute publicité légale, toutes formalités de dépôt, toutes formalités d'inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des Sociétés du Greffe du Tribunal de commerce compétent et, plus généralement, à toutes formalités légales.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président de la Société.



Monsieur Laurent Zalc
Président de la Société

Enregistré à : S.I.E GE ODEON-POLE ENREGISTREMENT

Le 12/11/2015 Bوردureau n°2015/1 271 Case n°4

Ext 13032

Enregistrement : 375 € Pénalités :

Total liquidé : trois cent soixante-quinze euros

Montant reçu : trois cent soixante-quinze euros

L'Agent des impôts



Philippe MIGOT
Agent administratif principal
des Finances Publiques

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-11-2015

N° DE DEPOT : 2015R107188

N° GESTION : 2011B00849

N° SIREN : 529417248

DENOMINATION : 1to1 Consulting

ADRESSE : 65 rue du Moulin Vert 75014 Paris

DATE D'ACTE : 21-10-2015

TYPE D'ACTE : Procès-verbal d'assemblée générale mixte

NATURE D'ACTE : Décision d'augmentation

Certifié conforme à l'original par le Président, Monsieur Laurent Zalc

1TO1 CONSULTING
Société par actions simplifiée
au capital social de 138 194,00 euros
Siège social : 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris
529 417 248 R.C.S Paris

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
(ORDINAIRE ANNUELLE ET EXTRAORDINAIRE)
DU 21 OCTOBRE 2015**

EXTRAIT

DEBUT D'EXTRAIT

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle

TROISIEME RESOLUTION

(Constatation du montant des capitaux propres)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, après connaissance prise du rapport de gestion du Président,

constate que le montant des capitaux propres de la Société compte tenu de cette perte et de cette affectation s'élève à (332 405,50) euros et que le montant des capitaux propres est, en conséquence, inférieur à plus de la moitié du capital social.

prend acte que l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés devra être convoqué dans un délai de 4 mois à compter de cette constatation aux fins de se prononcer sur la dissolution anticipée ou non de la Société, conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce sur renvoi de l'article L.227-1 alinéa 3 du Code de commerce.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

SEPTIEME RESOLUTION

(Pouvoirs aux fins des formalités légales)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir et/ou de faire procéder à toute publicité légale, toutes formalités de dépôt, toutes formalités d'inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des Sociétés du Greffe du Tribunal de commerce compétent et, plus généralement, à toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

HUITIEME RESOLUTION

(Décision de dissoudre ou non la Société de manière anticipée conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce sur renvoi de l'article L.227-1 alinéa 3 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire et en conséquence de l'adoption de la 0 ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article L.225-248 du Code de commerce applicables à la Société sur renvoi de l'article L.227-1 alinéa 3 du Code de commerce,

décide de ne pas dissoudre la Société de manière anticipée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

ONZIEME RESOLUTION

(Augmentation de capital par apport en numéraire pour un montant maximum de 150 003,00 euros, soit un montant nominal de 16 667,00 euros avec une prime d'émission totale de 133 336,00 euros, par émission de 16 667 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune émises à un prix unitaire de 9 euros incluant une prime d'émission par action de 8 euros, avec maintien du droit préférentiel de souscription – Conditions et modalités de l'augmentation de capital)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire, et en conséquence de la 0 ci-dessus,

décide d'augmenter le capital social d'un montant total de 150 003,00 euros, soit un montant nominal de 16 667 euros et une prime d'émission de 133 336,00 euros pour le porter d'un montant de 138 194,00 euros à un montant de 154 861,00 euros, par la création et l'émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles d'un (1,00 EUR) euro de valeur nominale chacune, émises au prix de neuf euros chacune (9,00 EUR) chacune, soit une prime d'émission de huit euros (8,00 EUR) par action,

décide que la libération devra être réalisée en numéraire et ne pourra avoir lieu par compensation avec une créance sur la Société de sorte qu'elle ne pourra avoir lieu que par versement d'espèces,

décide que les 16.667 actions ordinaires nouvelles seront créées à compter de la date de la réalisation de l'augmentation de capital et seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions de l'Assemblée Générale des associés ; Elles donneront droit aux dividendes dont la distribution pourra être décidée à compter de leur émission,

décide que la souscription est ouverte à compter de la date des présentes propositions de décisions et jusqu'au 31 octobre 2015 inclus et que ce délai de souscription pourra être clos par anticipation dès que l'augmentation de capital aura été souscrite en totalité,

décide que la souscription sera constatée par la remise à la Société le 31 octobre 2015 au plus tard de bulletins de souscription datés et signés par les souscripteurs, adressés à la Société soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception soit par lettre remise en main propre au Président de la Société ou à un mandataire habilité contre décharge,

décide que les fonds provenant de la souscription seront déposés auprès de la banque Crédit Agricole, agence Normandie Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800

- 76238 Bois Guillaume Cedex, sur le compte bancaire "augmentation de capital" ouvert à cet effet au nom de la Société,

décide que les actions ordinaires nouvelles seront libérées en totalité à la souscription en numéraire,

décide que les actions ordinaires nouvelles seront créées avec jouissance au 1er jour de l'exercice en cours et que, pour le surplus, elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions sociales,

décide que la prime d'émission de 133 336,00 euros sera affectée à un compte de prime d'émission,

prend acte que par application des dispositions des articles L. 225-132 à L. 225-134 du Code de commerce sur renvoi de l'article L.227-1 3^{ème} alinéa, du même Code, les associés auront, sur les 16.667 actions ordinaires nouvelles à émettre :

- un droit de souscription irréductible qui s'exercera à raison de 0,12060582 action nouvelle pour 1 action ancienne ;
- et un droit de souscription à titre réductible, en vue de la répartition des actions non absorbées par l'exercice du droit de souscription à titre irréductible, laquelle répartition s'effectuera au prorata du nombre d'actions anciennes ou droits y afférents possédés par les souscripteurs, dans la limite de leurs demandes et sans attribution de fractions.

prend acte que conformément aux dispositions légales en vigueur, le droit de souscription pourra être cédé, pendant toute la durée de la souscription, dans les mêmes conditions que les actions de la Société,

prend acte que si les souscriptions préférentielles n'absorbent pas la totalité de l'émission, le Président pourra limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues à la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation prévue et que dans le cas contraire, l'augmentation de capital ne sera pas réalisée,

prend acte que chaque associé pourra, s'il le désire, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa, du Code de commerce, renoncer individuellement à son droit préférentiel de souscription et qu'il devra en aviser la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard avant le 31 octobre 2015,

confère au Président tous pouvoirs à l'effet de (i) recueillir la souscription en numéraire aux actions, recevoir les versements, le cas échéant, et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds, (ii) obtenir du dépositaire des fonds, selon le cas, le certificat attestant la libération des actions à souscrire et libérées en numéraire, (iii) procéder à la constatation des modifications statutaires corrélatives et, (iv) plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

La séance est suspendue puis reprend.

EXTRAIT

DOUZIEME RESOLUTION

(Constatation de la renonciation individuelle des associés de la Société à souscrire à l'augmentation de capital au profit du FPCI Croissance et Proximité 2 et de l'acceptation du FPCI Croissance et Proximité 2, constatation de la souscription par le FPCI Croissance et Proximité 2 en totalité aux 16.667 actions ordinaires nouvelles)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de l'adoption de la 0 et de la 0 ci-dessus et au vu des documents suivants :

- renonciations individuelles de M. Laurent Zalc, de Mme Lynne Cooper et de M. Alexis Ways à

souscrire à l'augmentation de capital objet de la 0 ci-dessus et ce en faveur du FPCI CROISSANCE ET PROXIMITE 2 ("CP2"), déjà associé de la Société, représenté par NCI, sa société de gestion, telles qu'acceptées par ce dernier ; et,

- bulletin de souscription de CP2 pour la totalité des 16.667 actions ordinaires objet de l'augmentation de capital afférente à la 0 ;
- du chèque de 150 003,00 euros remis par CP2 à la Société à la date des présentes ;

constate que les 16.667 actions ordinaires nouvelles ont été intégralement souscrites et qu'un chèque de 150 003,00 euros, soit le montant total de la souscription a été remis à la date des présentes aux fins de libérer intégralement sa souscription,

prend acte que la constatation de la réalisation de l'augmentation de capital relèvera d'une décision du Président de la Société au vu de l'attestation bancaire de dépôt des fonds sur le compte bancaire de la Société émise par la banque identifiée dans le cadre de la 0 ci-dessus, conformément aux pouvoirs qui ont été dévolus à ce dernier également dans le cadre de cette 0,

décide, d'ores et déjà, d'affecter la prime d'émission d'un montant de 133 336,00 euros à un compte de prime d'émission.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

TREIZIEME RESOLUTION

(Modifications corrélatives de la première page des statuts de la Société ainsi que de l'Article 6 et de l'Article 7 desdits statuts)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de l'adoption de la 0, de la 0 et 0 ci-dessus et sous réserve de la constatation de la réalisation de l'augmentation de capital objet de ces deux dernières Résolutions précitées, **décide**, d'ores et déjà, de modifier corrélativement la première page des statuts de la Société ainsi que l'Article 6 et l'Article 7 desdits statuts.

La rédaction actuelle de la première page des statuts, à savoir :

"1to1 Consulting
Société par actions simplifiée
Au capital de 138.194 euros
Siège social : 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris
529 417 248 RCS de Paris

STATUTS

Mis à jour le 26 juin 2014"

est, en conséquence, modifiée comme suit :

"1to1 Consulting
Société par actions simplifiée
Au capital **social** de **154 861,00** euros
Siège social : 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris
529 417 248 RCS de Paris

STATUTS

Mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence extraordinaire du 21 octobre 2015 et par décision du Président en date du [] octobre 2015"

La rédaction actuelle de l'Article 6 des statuts, à savoir :

"Article 6 : Formation du capital

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 10.000 euros libérée intégralement.

Les soussignés font apport à la société, à savoir :

- Monsieur ZALC Laurent, la somme en numéraire de 4.500 euros
- Madame ZALC Candice, la somme en numéraire de 600 euros
- Monsieur SINGH Narinder, la somme en numéraire de 2.100 euros
- Monsieur WAYS Alexis Jonathan, la somme en numéraire de 2.800 euros

Cette somme de 10.000 € a été déposée dès avant ce jour à un compte ouvert auprès de la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 BOIS GUILLAUME CEDEX, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque en date du 17 décembre 2010.

L'Assemblée générale des associés a décidé en date du 13 mai 2013, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant de 2.150 euros pour le porter à 12.150 euros par la création et l'émission de 215 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, qui ont été intégralement libérées à la souscription.

L'Assemblée générale des associés a décidé, en date du 29 novembre 2013 :

- de diviser par 10 la valeur nominale des actions et de porter de 1.215 actions à 12.150 actions d'1 euro de valeur nominale chacune, le nombre d'actions composant le capital social de la Société,
- une augmentation de capital par incorporation de réserve d'un montant de 126.044 euros pour le porter de 12.150 euros à 138.194 par la création et l'émission de 126.044 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune."

est, en conséquence, modifiée comme suit :

"Article 6 : Formation du capital

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 10.000 euros libérée intégralement.

A la constitution, les soussignés **ont fait** apport à la société, à savoir :

- Monsieur ZALC Laurent, la somme en numéraire de 4.500 euros
- Madame ZALC Candice, la somme en numéraire de 600 euros
- Monsieur SINGH Narinder, la somme en numéraire de 2.100 euros
- Monsieur WAYS Alexis Jonathan, la somme en numéraire de 2.800 euros

Cette somme de 10.000 € a été déposée dès avant **la constitution** à un compte ouvert auprès de la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 BOIS GUILLAUME CEDEX, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque en date du 17 décembre 2010.

L'Assemblée générale des associés a décidé en date du 13 mai 2013, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant de 2.150 euros pour le porter à 12.150 euros par la création et l'émission de 215 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, qui ont été intégralement libérées à la souscription.

L'Assemblée générale des associés a décidé, en date du 29 novembre 2013 :

- de diviser par 10 la valeur nominale des actions et de porter de 1.215 actions à 12.150 actions d'1 euro de valeur nominale chacune, le nombre d'actions composant le capital social de la Société,
- une augmentation de capital par incorporation de réserve d'un montant de 126.044 euros pour le porter de 12.150 euros à 138.194 par la création et l'émission de 126.044 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune,

L'Assemblée Générale Mixte des associés dans sa compétence ordinaire a décidé en date du 21 octobre 2015, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un montant nominal de 16 667,00 euros et une prime d'émission d'un montant total de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro chacune émises au prix unitaire de 9,00 euros, incluant une prime d'émission de 8,00 euros par action, pour porter le capital social ainsi d'un montant de 138 194,00 euros à un montant de 154 861,00 euros, et le Président, par décision en date du [__] 2015, a constaté la réalisation de ladite augmentation de capital.

La rédaction actuelle de l'Article 7 des statuts, à savoir :

"Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 138.194 euros. Il est divisé en 138.194 actions de même catégorie d'1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées."

est, en conséquence, modifiée comme suit :

"Article 7 : Capital social

Le capital social est fixé à la somme de **154 861,00** euros. Il est divisé en **154.861** actions **ordinaires** de même catégorie d'1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées."

décide que lesdites modifications statutaires prendront effet à la date de la constatation de la réalisation de l'augmentation de capital objet de la 0 et de la 0 ci-dessus,, par le Président de la Société lequel s'est vu investir des pouvoirs exposés à la 0 ci-dessus,

confère également au Président de la Société le pouvoir d'insérer la date de sa décision en première page des statuts modifiés de la Société ainsi qu'à l'Article 6 modifié desdits statuts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

QUATORZIEME RESOLUTION

(Emission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 150 003,00 euros par émission de 16 667 obligations convertibles en actions à un prix unitaire de 9 euros chacune correspondant à leur valeur nominale – Conditions et modalités de l'emprunt obligataire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire, connaissance prise du rapport spécial du Commissaire aux comptes conformément aux dispositions de l'article L.228-92 du Code de commerce, et connaissance prise du projet de contrat d'émission d'obligations convertibles

en actions (les "OC₂₀₁₅") demeurant joint en **Annexe** des présentes (le "**Contrat d'Emission des OC₂₀₁₅**"), en conséquence de l'adoption de la 0 ci-dessus,

décide d'émettre un emprunt obligataire qui serait réalisée en une seule fois, pour un montant global en principal de 150 003,00 euros par émission de 16.667 OC₂₀₁₅ d'un montant nominal de 9,00 euros chacune, convertibles à tout moment en actions ordinaires de la Société, au gré des porteurs, chaque OC₂₀₁₅ donnant droit, du fait de sa conversion, à une (1) action ordinaire de la Société,

adopte les termes et conditions des OC₂₀₁₅ tels que prévus dans le projet de Contrat d'Emission des OC₂₀₁₅ joint en **Annexe** des présentes et **adopte** ainsi ledit projet de Contrat d'Emission des OC₂₀₁₅,

décide que la période de souscription court à compter de la date des présentes jusqu'au 31 octobre 2015 et que cette période de souscription se trouvera clos, le cas échéant, par anticipation dès que les 16.667 OC₂₀₁₅ auront été intégralement souscrites.

décide que la souscription sera reçue au siège social jusqu'au 31 octobre 2015, contre remise d'un bulletin de souscription correspondant,

décide que les fonds provenant de la souscription seront déposés auprès de la banque Crédit Agricole, agence Normandie Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 Bois Guillaume Cedex, sur le compte bancaire ouvert à cet effet au nom de la Société,

décide que la souscription sera libérée en totalité en numéraire à la souscription,

prend acte que conformément à l'article L. 225-132 du Code de commerce, la décision de l'Assemblée Générale d'émettre les OC₂₀₁₅ emportera de plein droit, au profit des titulaires d'OC₂₀₁₅, renonciation des associés de la Société à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises, le cas échéant, par conversion desdites OC₂₀₁₅. La conversion de la totalité des OC₂₀₁₅ pourra entraîner une augmentation de capital d'un montant nominal maximum de 16 667,00 euros du fait de la conversion de tout ou partie des OC₂₀₁₅. Il vous sera demandé de donner tous pouvoirs à votre Président en vue de réaliser cette augmentation,

décide que cette émission sera réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription des associés,

décide de conférer au Président, en tant que de besoin si ceci n'est pas réalisé dans le cadre de la présente Assemblée Générale Mixte dans sa compétence extraordinaire, tous pouvoirs à l'effet de :

- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant,
- recueillir la souscription des 16.667 OC₂₀₁₅, recevoir les versements et en faire le dépôt auprès de la banque dépositaire des fonds,
- obtenir du dépositaire des fonds le certificat attestant la libération des OC₂₀₁₅,
- plus généralement, accomplir tous actes, toutes opérations et remplir toutes formalités nécessaires, et,
- constater la réalisation définitive de l'émission dudit emprunt obligataire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

La séance est levée puis reprend.

EXTRAIT

QUINZIEME RESOLUTION

(Constatation de la renonciation individuelle des associés de la Société à souscrire à l'emprunt obligataire au profit du FPCI Croissance et Proximité 2 et de l'acceptation du FPCI Croissance et Proximité 2, constatation de la souscription par le FPCI Croissance et Proximité 2 en totalité à l'emprunt obligataire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Président à l'Assemblée Générale Extraordinaire, en conséquence de l'adoption de la 0 et de la 0 ci-dessus et au vu des documents suivants :

- renoncations individuelles de M. Laurent Zalc, de Mme Lynne Cooper et de M. Alexis Ways à souscrire à l'émission obligataire portant sur les OC₂₀₁₅ objet de la 0 ci-dessus et ce en faveur du FPCI CROISSANCE ET PROXIMITE 2 ("CP2"), déjà obligataire de la Société, représenté par NCI, sa société de gestion, telles qu'acceptées par ce dernier ; et,
- bulletin de souscription de CP2 pour la totalité des 16.667 OC₂₀₁₅ objet de l'émission obligataire afférente à la 0 ;
- du chèque de 150 003,00 euros remis par CP2 à la Société à la date des présentes ;

constate que les 16.667 obligations convertibles en actions ont été intégralement souscrites et libérées,

prend acte que la constatation de la réalisation de l'émission obligataire afférente aux OC₂₀₁₅ objet de la 0 ci-dessus, relèvera d'une décision du Président de la Société au vu de l'attestation bancaire de dépôt des fonds sur le compte bancaire de la Société émise par la banque identifiée dans le cadre de la 0 ci-dessus, conformément aux pouvoirs qui ont été dévolus à ce dernier également dans le cadre de cette 0,

constate que la condition suspensive subordonnant la Dixième résolution ci-dessus, est réalisée et que les modifications corrélatives sont adoptées et l'avenant n°1 au Contrat d'Emission des OC₂₀₁₃ ainsi conclu.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

EXTRAIT

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

(Pouvoirs aux fins des formalités légales)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir et/ou de faire procéder à toute publicité légale, toutes formalités d'enregistrement auprès du service des impôts compétent, toutes formalités de dépôt, toutes formalités d'inscriptions modificatives au Registre du Commerce et des Sociétés du Greffe du Tribunal de commerce compétent et, plus généralement, à toutes formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

FIN D'EXTRAIT

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-11-2015

N° DE DEPOT : 2015R107188

N° GESTION : 2011B00849

N° SIREN : 529417248

DENOMINATION : 1to1 Consulting

ADRESSE : 65 rue du Moulin Vert 75014 Paris

DATE D'ACTE : 30-10-2015

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

Certifiée conforme à l'original par M. Laurent ZALC, Président de la Société

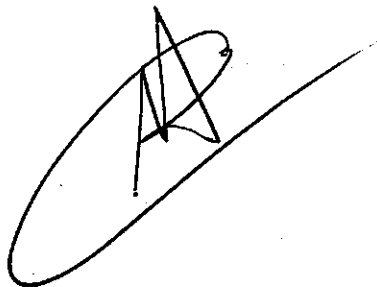
1to1 Consulting

Société par actions simplifiée

Au capital social de 154 861,00 euros

Siège social : 65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris

529 417 248 RCS de Paris



STATUTS

Mis à jour par l'Assemblée Générale Mixte dans sa compétence extraordinaire du 21 octobre 2015 et par décision du Président en date du 30 octobre 2015.

TITRE I - FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1 : FORME

Cette Société est régie par les présents statuts, par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés par actions simplifiées et, le cas échéant, par celles applicables aux sociétés anonymes dans la mesure où elles sont compatibles avec les règles particulières régissant les sociétés par actions simplifiées.

La Société continuera son exploitation de la même manière avec un ou plusieurs associés.

La Société ne peut en aucun cas procéder à une offre au public sous sa forme actuelle.

Article 2 : DENOMINATION

La dénomination sociale est : **1to1 Consulting**.

Le nom commercial est : **1to1 English**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par Actions Simplifiée" ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que du numéro SIREN suivi de la mention RCS et du nom de la ville où se trouve le greffe d'immatriculation.

Article 3 : OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- La formation auprès des entreprises ou des particuliers, la création d'outils pédagogiques, informatique, logiciels et leur commercialisation, l'activité de consultant en formation, recrutement ou gestion des ressources humaines ;

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes ;

La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport commandite, souscription ou rachat de titres ou de droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

La participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opération peuvent se rattacher, directement ou indirectement, à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

Article 4 : SIEGE SOCIAL – SUCCURSALES

Le siège social de la Société est fixé à : **65, rue du Moulin Vert - 75014 Paris**.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire des associés. Tout autre transfert résulte d'une décision collective des associés.

En cas de transfert par le Président, celui-ci est habilité à modifier les statuts en conséquence.

Article 5 : DUREE - EXERCICE SOCIAL

5.1 Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

5.2 Exercice Social

L'exercice social commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

TITRE II - CAPITAL – ACTIONS

Article 6 : FORMATION DU CAPITAL

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 10.000 euros libérée intégralement.

A la constitution, les soussignés font apport à la société, à savoir :

- Monsieur ZALC Laurent, la somme en numéraire de 4.500 euros
- Madame ZALC Candice, la somme en numéraire de 600 euros
- Monsieur SINGH Narinder, la somme en numéraire de 2.100 euros
- Monsieur WAYS Alexis Jonathan, la somme en numéraire de 2.800 euros

Cette somme de 10.000 € a été déposée dès avant la constitution à un compte ouvert auprès de la banque Crédit Agricole de Normandie-Seine, dont le siège social est Cité de l'Agriculture, Chemin de la Bretèque BP 800 - 76238 BOIS GUILLAUME CEDEX, au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste le certificat établi par ladite banque en date du 17 décembre 2010.

L'Assemblée générale des associés a décidé en date du 13 mai 2013, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant de 2.150 euros pour le porter à 12.150 euros par la création et l'émission de 215 actions ordinaires nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, qui ont été intégralement libérées à la souscription.

L'Assemblée générale des associés a décidé, en date du 29 novembre 2013 :

- de diviser par 10 la valeur nominale des actions et de porter de 1.215 actions à 12.150 actions d'1 euro de valeur nominale chacune, le nombre d'actions composant le capital social de la Société,
- une augmentation de capital par incorporation de réserve d'un montant de 126.044 euros pour le porter de 12.150 euros à 138.194 par la création et l'émission de 126.044 actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune.

L'Assemblée Générale Mixte des associés dans sa compétence ordinaire a décidé en date du 21 octobre 2015, une augmentation de capital par apport en numéraire d'un montant total de 150 003,00 euros, incluant un montant nominal de 16 667,00 euros et une prime d'émission d'un montant total de 133 336,00 euros, par émission de 16.667 actions ordinaires nouvelles d'une valeur nominale d'un (1)

12

euro chacune émises au prix unitaire de 9,00 euros, incluant une prime d'émission de 8,00 euros par action, pour porter le capital social ainsi d'un montant de 138 194,00 euros à un montant de 154 861,00 euros, et le Président, par décision en date du 30 octobre 2015, a constaté la réalisation de ladite augmentation de capital.

Article 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 154 861,00 euros. Il est divisé en 154.861 actions ordinaires de même catégorie d'1 euro de valeur nominale chacune entièrement souscrites et libérées.

Article 8 : MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social est augmenté ou réduit par tous moyens et selon toutes modalités autorisées par la loi, par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues à l'article 19, sur rapport du Président de la Société.

Les associés peuvent déléguer au Président de la Société les pouvoirs ou la compétence nécessaire à la réalisation de l'augmentation ou de la réduction de capital.

Article 9 : LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être libérées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 : FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 11 : INDIVISIBILITE DES ACTIONS

11.1 Indivision

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés lors des décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

11.2 Usufruit

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier lors des décisions collectives d'approbation des comptes à savoir, l'approbation des comptes, l'affectation des résultats et le quitus aux dirigeants, les autres décisions sont de la compétence du nu-propiétaire. Cependant, le nu-propiétaire et l'usufruitier peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote lors des décisions collectives. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée avec accusé d'avis de réception adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute décision collective qui serait prise après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

11.3 Droit d'information

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 12 : CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**12.1 Propriété des actions**

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires dans le registre des mouvements de titres tenu à cet effet au siège social. Lorsque les actions sont démembrées elles sont inscrites en compte au nom du nu-proprétaire avec mention de l'identité de l'usufruitier

12.2 Cession des actions

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres. Cette opération ne s'effectue que sous la réserve du respect des dispositions légales et statutaires.

Les actions sont librement cessibles.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Article 13 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

- 13.1 Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation lors des décisions collectives, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

- 13.2 Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

- 13.3 Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

TITRE III - DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 14 : PRESIDENT

14.1 Nomination

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision collective ordinaire des associés qui peuvent le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président peut cumuler son mandat avec un contrat de travail.

14.2 Durée des fonctions du Président

Le Président est nommé pour une durée de 2 ans.

14.3 Cessation des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme de son mandat ;
- par la démission, celle-ci pouvant intervenir à tout moment ;
- par la disparition de la personnalité morale de la société nommée Président, quelle qu'en soit la cause : dissolution, suivie de liquidation, absorption suite à une opération de fusion, scission ;
- par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment sur décision collective ordinaire des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à 30 jours dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de 15 jours à son remplacement par la collectivité des associés. Le Président par intérim ne demeure en fonction que jusqu'à la première de ces deux dates : (i) 15 jours suivants la fin de l'empêchement ou, (ii) pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

14.4 Exercice des droits du comité d'entreprise auprès du Président

Le Président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par les articles L.2323-62 à L.2323-67 du Code du Travail.

14.5 Pouvoirs du Président

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social, à l'exception des pouvoirs qui relèvent de la compétence exclusive des associés ou qui pourraient être dévolus à un autre organe en vertu des dispositions statutaires.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Le Président présente à l'associé unique ou à la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé un rapport de gestion dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

14.6 Rémunération du président

La rémunération du Président est déterminée par décision collective ordinaire.

Article 15 : AUTRES DIRIGEANTS

15.1 Nomination

Sur la proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité simple peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquels peut être conféré le titre de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué ou toute autre structure à laquelle ils pourront conférer les pouvoirs de leur choix.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général (ou Directeur Général Délégué), elle est tenue de désigner un représentant permanent.

Les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient dirigeants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.2 Pouvoirs

L'étendue et la durée des pouvoirs conférés à chaque Directeur Général (ou Directeur Général Délégué), sont déterminées, sur proposition du Président, par la décision qui le nomme. Ce dernier pourra bénéficier des mêmes pouvoirs que le Président. Les limitations de pouvoirs applicables au Président seront applicables à chaque Directeur Général (et Directeur Général Délégué).

15.3 Cessation des fonctions

Les autres dirigeants sont révocables à tout moment par décision de l'associé unique ou la collectivité des associés statuant à la majorité simple. La révocation est libre et ne donnera pas lieu à indemnité.

En cas de décès, démission ou de révocation du Président, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

62

Leur révocation devra être motivée et ne donnera pas lieu à indemnité.

15.4. Rémunération des autres dirigeants

La rémunération des autres dirigeants est déterminée par décision de l'associé unique ou la collectivité des associés.

Article 16 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposent d'une fraction des droits de vote supérieure à celle prévue par la loi, ou une société contrôlant cet associé dans le sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales doivent être communiquées au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, sauf lorsqu'elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de Commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société, lorsqu'il s'agit de personnes physiques.

Article 17 : COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un commissaire aux comptes au moins est obligatoire si, à la clôture d'un exercice social, la Société dépasse les chiffres fixés par décret pour deux des trois critères suivants: total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, nombre moyen des salariés au cours de l'exercice.

Lorsque ces seuils ne sont pas atteints, la nomination d'un commissaire aux comptes est facultative, mais elle peut être imposée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce à la demande d'un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Elle sera également obligatoire si la Société contrôle, au sens des II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce, une ou plusieurs sociétés ou est contrôlée, au sens des mêmes II et III, par une ou plusieurs sociétés.

Les commissaires aux comptes sont nommés par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés, pour une durée de six exercices; ils exercent leur mandat et sont rémunérés conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission, de décès ou de relèvement sont désignés également par décision de l'associé unique ou par une décision collective ordinaire des associés.

La Société n'est plus tenue d'avoir un commissaire aux comptes dès lors qu'elle n'a plus rempli les conditions prévues au premier alinéa du présent article pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes.

Les Commissaires aux comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES

Article 18 : COMPETENCE DES ASSOCIES

Les décisions suivantes ne peuvent être prises que par une décision collective des associés :

- Modifications statutaires sauf disposition contraire des présents statuts,
- Modification du capital social, augmentation, réduction, amortissement ;
- Fusion, scission, modification de la durée de la Société, dissolution ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation ;
- Transformation de la Société en une société d'une autre forme ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;
- Nomination, révocation et rémunération du Président et des autres dirigeants ;
- Emission d'un emprunt obligataire.

La collectivité des associés est consultée au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Article 19 : TYPOLOGIE DES DECISIONS

19.1 Décisions collectives ordinaires

Les décisions collectives ordinaires sont celles qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

19.2 Décisions collectives extraordinaires

Les décisions collectives extraordinaires sont celles qui peuvent modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale, l'augmentation ou la réduction de capital, la fusion, la scission, la dissolution de la Société. Elles ne peuvent toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

19.3 Décisions exigeant l'unanimité des associés

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions ;
- l'agrément lors des cessions d'actions ;
- l'exclusion d'un associé ;
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

02

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Pour les décisions requérant l'unanimité des associés, les représentants du comité d'entreprise pourront au plus tard 5 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique faire part au Président de leurs observations, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par lettre remise en main propre contre signature. Ces observations seront, le cas échéant, communiquées à l'associé unique ou à la collectivité des associés au plus tard la veille de la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant.

Article 20 : QUORUM ET VOTE

Les associés prennent collectivement à la majorité des 52% des Actions disposant du droit de vote toutes les Décisions Collectives Ordinaires:

Les associés prennent collectivement à la majorité des 80 % des Actions disposant du droit de vote toutes les Décisions Collectives Extraordinaires.

Tout associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée ou les associés.

Article 21 : FORME DES DECISIONS

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Les décisions collectives obligent tous les associés, même absents.

Lorsque la Société a un associé unique, il se prononce sous la forme de décisions unilatérales écrites.

Article 22 : CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence du Président, par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social. En outre, le commissaire aux comptes peut, le cas échéant, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Le comité d'entreprise représenté par un de ses membres peut, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L.2323-67, demander au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé la désignation d'un mandataire de justice chargé de convoquer l'assemblée des associés. L'ordonnance fixe l'ordre du jour.

Les assemblées peuvent avoir lieu au siège social de la Société ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

La convocation est faite 8 jours avant la date de l'assemblée soit par tout moyen écrit, y compris par voie électronique. Toutefois, avec l'accord de tous les associés, la convocation peut être faite sans préavis.

12

Lorsque la Société a un associé unique, il se prononce sur convocation du Président ou directement de sa propre initiative. Dans cette dernière hypothèse l'associé unique devra en informer le Président avec un préavis de 8 jours sauf renonciation expresse de celui-ci. Le commissaire aux comptes devra le cas échéant également être informé dans les mêmes délais.

L'assemblée est présidée par le Président, ou en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée ou par l'auteur de la convocation. A défaut l'assemblée élit elle-même son Président. L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les représentants du comité d'entreprise seront informés des décisions collectives ou des décisions de l'associé unique dans les mêmes délais et conditions que le ou les associé(s).

Article 23 : ORDRE DU JOUR

23.1 L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

23.2 Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions fixées par la loi et les règlements applicables aux sociétés anonymes, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 4 jours au moins avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

En application des dispositions des articles L. 2323-67 et R 2323-14 du Code du travail, le comité d'entreprise pourra solliciter du Président par lettre recommandée avec accusé de réception, l'inscription de résolutions à l'ordre du jour dans un délai de 25 jours avant la date de l'assemblée réunie sur première convocation ou de la décision de l'associé unique le cas échéant. Ces résolutions devront être portées par le Président à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale (ou décision de l'associé unique le cas échéant). Dans le délai de 5 jours à compter de la réception des projets de résolutions, le Président en accuse réception au représentant du comité d'entreprise par lettre recommandée ou par lettre remise en main propre contre signature.

23.3 L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Article 24 : ADMISSION AUX ASSEMBLEES – POUVOIRS

24.1 Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de 7 jours.

24.2 Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou un tiers justifiant d'un mandat.

Le pouvoir de représentation peut être valablement donné par tous moyens y compris par voie électronique au plus tard le jour de tenue de l'assemblée, avant l'ouverture de la réunion.

Article 25 : VOTE PAR CORRESPONDANCE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, un formulaire de vote, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par tout moyen y compris par voie électronique.

Les associés doivent, dans un délai de 8 jours à compter de la date de réception des projets de résolution, émettre leur vote par correspondance. Toutefois les associés peuvent individuellement renoncer à ce délai.

Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "oui" ou par "non".

Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai minimal fixé ci-dessus, sera considéré comme s'étant abstenu. En cas de réponse mais lorsque qu'une résolution ne comporta pas d'indication de vote, le vote sera considéré comme conforme aux recommandations du rapport adressé à l'assemblée.

La décision est réputée prise à la date de réception du dernier formulaire de vote, ou à la date d'expiration du délai sus mentionné si tous les formulaires n'ont pas été retournés à cette date.

Article 26 : DECISIONS PAR TELECONFERENCE TELEPHONIQUE OU AUDIOVISUELLE

Les associés peuvent également prendre leurs décisions par conférence téléphonique ou audiovisuelle. Dans ce cas la Société doit veiller à ce que des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant la retransmission des délibérations de façon continue soient mis à la disposition des associés, afin de leur permettre de participer aux réunions.

Les associés participant à la réunion des moyens de visioconférence ou de télécommunication sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les moyens de visioconférence ou de télécommunication utilisés doivent permettre de transmettre de manière fiable et simultanée au moins la voix des participants et doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective de chacun. Les délibérations doivent être retransmises de façon continue. Le Président de séance doit s'assurer de l'identité de chaque intervenant et procéder à la vérification du quorum. A défaut la réunion sera ajournée.

La feuille de présence doit mentionner, le cas échéant, la liste des associés ayant participé à la réunion par visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication.

Le procès-verbal doit indiquer le nom des associés ayant participé à la réunion par visioconférence ou par moyens de télécommunications. Il doit également faire état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à une visioconférence ou par des moyens de télécommunication lorsque cet incident a perturbé le déroulement de la séance.

Article 27 : PROCES-VERBAUX

Procès-verbal d'assemblée générale - Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président de la Société et, le cas échéant, par le président de séance. Une feuille de présence indiquant les nom et prénom ou raison sociale des associés présents et représentés, avec l'indication du nombre des actions détenues par chacun est également établie.

Le procès-verbal indique, la raison sociale de la Société, le mode de consultation, la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du Président, les documents et rapports soumis à l'assemblée et le résultat des votes.

Consultations écrites – visioconférence - En cas de consultation écrite, ou de consultation par visioconférence, il en est fait mention dans le procès-verbal et est annexée la réponse de chaque associé. Le procès verbal est établi et signé par le Président.

Registre des procès-verbaux - Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux cotés et

12

paraphés, par le Tribunal de Commerce, dans la forme ordinaire et avec frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées.

Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Copies ou extraits des procès-verbaux - Les copies ou extraits de délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président ou par le secrétaire.

Au cours de la liquidation de la Société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 28 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Les associés ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur applicables aux sociétés anonymes, qui leur assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

TITRE V - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 29 : EXERCICE SOCIAL

L'exercice social est défini à l'Article 5.

Article 30 : INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions des articles L. 123-12 et suivants du Code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont, le cas échéant, mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

UZ

Article 31 : FIXATION - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs à la moitié du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 32 : MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'elle statue sur les comptes de l'exercice, la collectivité des associés a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite 3 ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits.

**TITRE VI - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL -
TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Article 33 : CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de demander aux associés statuant collectivement s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas décidée, le capital doit être dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal, ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins à ce montant minimum.

Dans tous les cas, la décision collective doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu se prononcer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 34 : DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision collective extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision extraordinaire statuant aux conditions de majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires, ou le cas échéant par le Tribunal de Commerce.

Sous réserve des restrictions prévues par la réglementation en vigueur, les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus à l'effet de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif de la Société et d'éteindre son passif, ils pourront, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire, faire l'apport ou consentir la cession de la totalité des biens, droits, actions et obligations de la Société dissoute.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est employé à rembourser complètement le capital libéré et non amorti des actions ; le surplus est réparti, en espèces ou en titres, entre les associés.

CZ

TITRE VI - CONTESTATIONS

Article 35 : CONTESTATIONS

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le Président et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement notifiées à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

62